

locale

Santé. « On va vers une crise sanitaire cet été » prévient la CGT

PH. R.



La construction des projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale commence en juin. Avec un enjeu de taille : répondre à l'attente du public de la santé. Depuis longtemps, la colère, mais aussi la fatigue, l'incompréhension, le désenchantement envahissent les couloirs hospitaliers. C'est ce qui a poussé l'union départementale de la CGT Santé, par la voix de Pascal Mazet notamment, à pousser un nouveau cri d'alarme. Un autre.

« Nous allons vers une crise sanitaire grave cet été » avertit-il. Autour de lui, du personnel de l'hôpital de Rodez, de Decazeville, de Villefranche-de-Rouergue, de Saint-Geniez-d'Olt.

« Employés modèles »

« La conférence de presse que nous effectuons est destinée à prévenir la population aveyronnaise. Qu'elle ait bien conscience elle aussi de la situation des personnels de

santé. Mais cette situation-là, et je peux en témoigner en tant que membre du bureau fédéral, est la même partout dans le pays. »

Personnel à bout, absence d'embauches, non-remplacement, non-reconnaissance des statuts, objectifs de qualité à atteindre malgré des moyens en baisse... les griefs ne manquent pas.

« Les directions ont trouvé la solution : elles s'appuient sur des employés modèles, qui reviennent sans cesse sur ses jours de repos, ne comptent pas les heures supplémentaires... mais la ficelle casse. Nous recevons des appels tous les jours de personnes qui n'en peuvent plus », explique Pascal Mazet.

Autour de lui, les témoignages sont du même acabit. « On s'auto-remplace », la situation est compliquée pour les résidents et les patients », « nous sommes mariés à l'hôpital au détriment de notre famille », « heureusement que les équipes sont solidaires », « l'hôpital fonctionne depuis des années sur la conscience professionnelle du personnel », « nous avons le sentiment du travail empêché, de ne pouvoir faire notre travail correctement »...

Si la CGT pointe du doigt les directions hospitalières de Saint-Geniez, Rodez, Salle-la-Source et Espalion, pour leur non-reconnaissance du statut d'aide soignant, c'est surtout le sommet de l'État qu'elle souhaite interpeller. « C'est le président qui va décider, et lui seul, de donner pls d'argent au secteur santé. À moins que les députés ne fassent le travail. En tout cas, ils voteront en toute conscience la loi de financement sur la sécurité sociale. Nous allons leur écrire ». Quand bien même ces élus parlementaires n'ignorent pas l'état critique dans lequel se trouve le personnel de santé...

ph. r.

Par la voix de Pascal Mazet, la CGT santé de l'Aveyron souhaite interpeller la population aveyronnaise.